

Le 28 août 2010

**David DERROUET**

Maire de Fleury-Mérogis,
Vice-président de la
Communauté
d'agglomération
du Val d'Orge.

Roms: le respect des engagements

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Comme vous le savez, la nouvelle majorité municipale de Fleury-Mérogis s'est engagée dès le mois de décembre dans une démarche de délocalisation du camp de Roms situé au Village, à proximité du Centre de loisirs.

Pendant plusieurs mois, de longs échanges ont eu lieu entre l'État et la municipalité afin qu'une prise en charge des personnes du camp de Fleury soit engagée. Pourquoi?

D'une part, les conditions de vie des hommes, femmes et enfants dans le camps sont dramatiques, et nous avons atteint un seuil critique d'insalubrité et de sécurité tant pour les habitants du camp que pour les Floriacumois (prolifération de rongeurs, d'immondices importants, incendies...).

D'autre part, la situation des Roms est une situation européenne qu'aucune commune ne peut gérer seule. En effet, contrairement aux idées reçues, les Roms sont des gens du voyage de Roumanie, pays qu'ils fuient parce qu'ils y subissent des discriminations terribles.

Dans ces conditions, et avec le revenu fiscal par habitant dans notre ville parmi les plus pauvres de l'Essonne, nous avons expliqué que notre ville n'était pas en capacité de porter l'effort d'intégration des Roms à elle seule.

Nous dénonçons ainsi fortement les prises de positions politiciennes tant de l'opposition municipale que du Gouvernement qui, sans vergogne, utilise la misère pour faire des "coups politiques".

Avant l'engagement de toute procédure et après une discussion avec les travailleurs sociaux, nous avons jugé vital que les enfants puissent terminer leur scolarité avant toute évacuation du camp, évacuation rendue incontournable par la dangerosité du site.

Depuis le mois de juillet, des discussions ont été engagées afin que les Roms en situation régulière puissent être pris en charge afin de poursuivre leur intégration. S'agissant des autres personnes, nous avons non sans douleur décidé d'appliquer la loi européenne.

Parce qu'il s'agit d'abord de la vie d'hommes et de femmes, nous avons avec l'agglomération du Val d'Orge interpellé les députés européens afin qu'une solution pérenne, humaine soit trouvée en Roumanie.

Dans quelques jours, le camp sera donc évacué et les personnes en situation régulière prises en charge par les travailleurs sociaux. Compte tenu du caractère difficile de cette situation, j'appelle chacune et chacun au plus grand calme.

Avec mon profond dévouement,